

**L'ÉLU. PHILIPPE RENAUDI** nouveau président de la CCI régionale PACA

# “Accélérer, de la mutualisation des services au soutien des entreprises à l'export”

C'était une promesse de campagne, il l'a tenue : en accédant à la présidence de la CCI de région, Philippe Renaudi abandonne ses missions médéfiennes nationales, bureau exécutif et comité des Territoires.

## Premières impressions à la CCIR ?

J'étais déjà élu (*section industrie, ndlr*), mais une chose est sûre, ça n'a rien à voir avec un CCI territoriale... Pour l'instant, j'apprends, et je m'organise sur le volet opérationnel. C'est une petite structure d'une quarantaine de collaborateurs, mais dont le rôle va devenir de plus en plus important dans l'organisation et l'efficacité des territoires. Et c'est surtout la responsabilité des 867 collaborateurs des sept Chambres territoriales...

## Un directeur général annoncé ?

C'était déjà le cas sous l'ancienne mandature, l'usage est de partager le DG, pour moi, ce sera avec la CCI Marseille Provence. C'est donc Philippe Blanquefort qui officiera sur les deux structures, et qui succèdera à Stéphane Gueydon, son homologue sur la CCI du Var. L'objectif, c'est aussi de faire tourner les territoires... Nous verrons à l'usage si j'ai besoin de renforcer mon équipe avec un chef ou un directeur de cabinet.

## Vous parlez d'une mission de mutualisation primordiale...

C'est le cas, il faudra faire le job avant décembre 2022 pour rester dans les clous, nous n'avons pas le choix, et je ne crois pas que freiner des quatre fers soit la bonne option, puisque c'est un fait, cette mutualisation est obligatoire. Sur toutes les fonctions support, et chaque CCI territoriale se verra

confier une compétence particulière, qu'elle exploitera pour le bien commun. Pour la CCI Nice Côte d'Azur ? Le service informatique, qu'elle développera pour les autres (*au total 7 territoriales et 1 régionale, ndlr*). Marseille héritera du juridique, restent les finances, les ressources humaines, les marchés publics, les achats à dispatcher au gré des compétences déjà affirmées.

## Les prémices d'une régionalisation plus franche pour les Chambres ?

Sans doute, même si je ne la souhaite pas pour l'heure. Mais enclencher cette mutualisation, c'est éviter une radicalisation ferme et rapide du processus. Outre cette régionalisation, nos missions sont multiples en faveur de l'écosystème entrepreneurial.

## Comme ?

L'international en premier lieu, et on sait combien c'est important pour le développement des entreprises. C'est une compétence régionale, et dès lundi (*20 décembre, ndlr*), nous serons au cœur du réacteur avec la visite de Franck Riester, ministre délégué en charge du Commerce extérieur et de l'Attractivité, chez Ragni SA, dans le cadre de la Team France Export. Une rencontre de terrain organisée par la Région Sud, mais où la CCIR est partie prenante. L'international, c'est aussi l'Europe, la mandature précédente a déjà beaucoup travaillé sur le sujet, on va continuer, et on va encore accélérer. Pour que



les entreprises profitent à fond de l'argent que nous confie l'Etat, avec Business France, pour les aider à l'export, dans chaque territoire.

## Un autre challenge ?

Pour moi, il faut aussi renouer des liens, un peu distendus, avec les autorités de tutelle, côté forces publiques comme côté CCI France. Avec le Conseil régional et

RisingSUD (*que Bernard Kleynhoff préside, ndlr*). Je vais faire ce que j'ai fait avec l'UPE 06, (re)tisser des liens avec les élus, les institutionnels, les services de l'Etat. J'ai déjà demandé un rendez-vous avec le préfet Mirmand, pour lui expliquer ce que je veux faire. Je veux qu'il écoute aussi mes présidents de territoire, c'est du travail collectif. Comme on l'a fait ici,

dans les Alpes-Maritimes, dans nos rencontres entre les branches professionnelles et le préfet. Je sais faire... Il faut aussi réinvestir CCI France, c'est obligatoire. La politique de la chaise vide, quand on a sur son territoire la 2<sup>e</sup> et la 5<sup>e</sup> ville de France, c'est quelque chose d'impensable.

PROPOS RECUEILLIS PAR I. AUZIAS



## “L'UPE 06, c'est un peu mon ADN”

● Philippe Renaudi s'apprête aussi à rendre les clefs de l'UPE 06, même si l'on sent quelques regrets dans la voix, tant sa mission syndicale lui reste chère. Le 31 mars, on connaîtra le nom de son successeur, qui prendra ses fonctions au 30 juin 2022. “Je vais très vite passer la main, même avant l'élection officielle, juste préparer mon bilan et mon départ”, avertit Philippe Renaudi. “Toutes les nouvelles orientations seront déjà à la main du nouveau patron.”

Un appel à candidatures sera ouvert en janvier, et l'on devine déjà quelques appétits, plus ou moins déclarés, Claire Peradotto ou Thierry Teboul, peut-être d'autres prétendants qui, prudemment, attendent au coin du bois. La campagne devrait occuper le mois de février, toujours un peu creux dans les agendas. “Mais je pense que je continuerai à me battre pour mon UPE, c'est dans mon ADN.” Et quand on lui demande la différence entre la présidence d'une

Chambre consulaire et celle d'un syndicat bien musclé, le double-président Renaudi répond en... patron : “le budget ! La CCIR PACA, c'est 60M€, à partager bien sûr entre les Chambres territoriales. L'UPE 06, c'est 1,5M€. Cela dit, je laisse des finances prospères, je suis arrivé à 400.000€, je pars avec les caisses bien remplies, malgré les travaux sur le siège et le remboursement des crédits sur les locaux...” Et n'allez pas le charrier sur un Covid bénéfique aux finances syn-

dicales : “oui, il y a eu moins de dépenses, mais il y a aussi eu moins de ressources...” L'UPE 06 était la bonne antichambre avant le grand saut, avec une team de dix collaborateurs à gérer : c'est en fait assez peu par rapport à d'autres structures territoriales similaires, mais assez pour entrer dans le Top 10 des Unions patronales de France. Une méthode Renaudi qu'il cultive depuis ses premières responsabilités syndicales, côté travaux publics à la FBTP 06.